



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

27 FEV. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE1/SP

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 171-8 et L 214-17 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société TEINTURERIES DE TARARE dans son établissement situé route de Violay à TARARE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2010 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 14 janvier 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement et la réponse apportée par l'exploitant en date du 5 février 2019 ;

VU le rapport du 10 janvier 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société TEINTURERIES DE TARARE ne respecte pas les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2010, ni celles de l'article L 214-17 du code de l'environnement :

- Les flux de cuivre et zinc mesurés en 2018 dans les rejets sont supérieurs aux flux admissibles par le milieu,
- Absence d'étude technico-économique de réduction des substances pour la mise en œuvre de la surveillance pérenne,
- Non rétablissement de la continuité écologique du cours d'eau ;

.../...

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'imposer à la société TEINTURERIES DE TARARE de respecter l'article L 214-17 du code de l'environnement et l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2010 ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société TEINTURERIES DE TARARE située, route de Violay à TARARE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L 214-17 du code de l'environnement et l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2010 susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de VILLEFRANCHE SUR SAONE,
- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **27 FEV. 2019**

Le préfet
Le secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel ALPBY